

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Espagne

Une publication du SER de Madrid
Octobre 2023

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

+3,5%

IPC en septembre 2023 en g.a
(chiffre provisoire de l'INE)

Zoom sur :

Le groupe Saoudien STC a annoncé l'acquisition d'une participation de 9,9 % (structurée financièrement en 4,9 % actions et un instrument financier lui permettant d'acquérir 5,0 % d'actions complémentaires après autorisation des autorités espagnoles – cf. infra) dans le groupe espagnol Telefonica, devenant son 1er actionnaire devant la banque espagnole BBVA (4,9 %). Depuis la réforme du contrôle des investissements adoptée en juillet 2023, toute acquisition étrangère de plus de 5 % de participation dans le cas d'entreprises stratégique doit être autorisée par le Conseil des ministres (3 mois pour rendre une décision). Le gouvernement espagnol a annoncé qu'il serait particulièrement attentif à préserver l'« autonomie stratégique ».

Activités macroéconomiques & financières

	Gouvernement espagnol Programme de stabilité 2023-2026 (Mai 2023)		Commission Européenne Prévisions d'été (Septembre 2023)		Banque d'Espagne Prévisions Eurosysteme (Septembre 2023)		OCDE Perspectives Éco. Mondiales (Septembre 2023)		FMI Perspectives de l'Éco. Mondiale (Juillet 2023)	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Croissance PIB	+2,1 %	2,4 %	+2,2 %	+1,9 %	+2,3 %	+1,8 %	+2,3 %	+1,9 %	+2,5 %	+2,0 %
Taux de chômage	12,2 %	10,9 %	12,7 %	12,4 %	12,0 %	11,5 %	12,8 %	12,4 %	12,6 %	12,4 %
Déficit public (% du PIB)	-3,9 %	-3,0 %	-4,1 %	-3,3 %	-3,7 %	-3,4 %	-3,5 %	-3,2 %	-4,5 %	-3,5 %
Dette publique (% du PIB)	111,9 %	109,1 %	110,6 %	109,1 %	108,8 %	106,9 %	110,8 %	109,9 %	110,5 %	108,3 %
Inflation (moyenne ann.)	3,9 %	3,2 %	+3,6 %	+2,9 %	+3,6 %	+4,3 %	+3,5 %	+3,5 %	+4,3 %	+3,2 %
	<i>Déflateur de la consommation privée</i>		<i>IPCH</i>		<i>IPCH</i>		<i>IPC</i>		<i>IPC</i>	

Mesures de réponse à la crise et de relance

Plan national de relance et de résilience (PNRR) : la Commission européenne a donné un avis positif le 2 octobre au PNRR révisé de l'Espagne déposé par le gouvernement le 6 juin dernier. Le plan intègre désormais un montant total de 163,0 Md€, soit 13,7 % du PIB de 2019, en comptabilisant les 69,5 Md€ en subventions de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) du plan dans sa version initiale auxquels s'ajoutent 7,7 Md€ en subventions supplémentaires de la FRR à la suite de la révision de la répartition des subventions opérée en juin 2022, 83,2 Md€ du volet de prêts de la FRR qui revenaient à l'Espagne et qui n'avaient pas encore été mobilisés et 2,6 Md€ en subventions de REPowerEU, le plan mis en œuvre par la Commission européenne en mai 2022 pour répondre aux défis en matière énergétique dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le plan doit encore être validé par le conseil ECOFIN d'ici un mois.

Conjonctures macroéconomiques

Prévisions économiques : le consensus des prévisionnistes de l'économie espagnole, établi par le think tank Funcas, a revu à la hausse la prévision de croissance espagnole de 1,7 % (mai) à 2,1 % (juillet) pour 2023, en ligne avec les prévisions du gouvernement. Un ralentissement de la croissance est attendu pour 2024, à 1,8 %. Les prévisions pour l'indice des prix à la consommation (IPC) sont de 3,6 % pour 2023 et de 2,9 % pour 2024.

Croissance du PIB 2020-2022 : l'institut national des statistiques (INE) revoit à la hausse ses estimations du PIB pour la période 2020-2022. Lors de sa révision annuelle de la comptabilité nationale, l'INE a notamment revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB pour 2021, qui passent de +5,5% préalablement à +6,4% (+0,9 pp). L'ensemble des composantes de la demande nationale ont été revues à la hausse, dont notamment la formation brute de capital fixe (FBCF), qui passe de +5,9% à +9,4% (+3,5 pp), et la consommation des ménages, qui passe de +6,0% à +7,1% (+1,1 pp). En 2022, la croissance du PIB est revue légèrement à la hausse, de +5,5% à +5,8% (+0,3 pp), grâce à un comportement meilleur que prévu du secteur extérieur avec des exportations plus dynamiques (de +14,4% à +15,2%) et des importations moindres (de +7,9% à +7,0%). En revanche, la contribution de la demande nationale est revue à la baisse : si la consommation des ménages a finalement connu un meilleur comportement (de +4,4% à +4,7%), la FBCF a été fortement revue à la baisse (de +3,5% à +1,4%). En 2020, les estimations restent pratiquement inchangées, avec un recul du PIB légèrement moins important (-11,2% au lieu de -11,3%, soit +0,1 pp).

Selon le ministère des Affaires économiques et de la Transition numérique, cette révision confirme que l'économie espagnole avait atteint le niveau pré-crise, soit celui du T4 2019, au cours du T3 2022, et non lors du T1 2023, comme estimé auparavant.

La révision suppose également un nouveau calcul des ratios de dette publique et de déficit public des dernières années. Le ministère des affaires économiques estime dans son rapport de situation économique adopté en conseil des ministres le 26/09 que la hausse du PIB nominal fin 2022 de près de 20 Md€ s'est traduit par une nouvelle trajectoire du ratio de dette publique/PIB (116,8% du PIB en 2021 et 111,6% en 2022) et de déficit public / PIB (6,8% du PIB en 2021 et 4,7% en 2022). L'exécutif estime que le ratio dette publique/PIB passera sous le seuil de 110% dès 2023, un an plus tôt que prévu dans le plan de stabilité 2023-2026.

Croissance du PIB au T2 2023 : selon la 2ème estimation de l'INE, le PIB trimestriel espagnol a enregistré une croissance de +0,5 % au T2 2023 (-0,1 pp par rapport au T1), portant l'acquis de croissance pour l'année à 2,3%. Le résultat s'explique notamment par les bons résultats de la demande nationale (+1,0 %), alors que les exportations de biens et services (-3,2%) et les importations (-2,1%) reculent.

Par ailleurs, l'INE a opéré une révision du profil des trimestres précédents : pour 2022, +0,3% t/t au T1 (+0,9 pt), +2,5% t/t au T2 (-0,3 pt) et +0,5% t/t au T4 (+0,1 pt) ; pour 2023, +0,6% t/t au T1 (-0,1 pt).

Inflation : selon la 1ère estimation de l'INE, l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie à 3,5 % en glissement annuel en septembre 2023 (vs. 2,6 % en août). L'IPC harmonisé au niveau européen (IPCH) s'élève à +3,2% en g.a. L'inflation sous-jacente s'élève à 5,8% (-0,3 pp par rapport à août). L'INE indique que cette évolution s'explique principalement par une hausse des prix de l'électricité des carburants, et, en moindre mesure, des combustibles liquides par rapport aux baisses d'août 2022 (les détails par catégories seront publiés avec la 2ème estimation).

Finances publiques

Déficit public : le déficit des administrations publiques (hors municipalités), s'élevait à 31,5 Md€ fin juillet (2,2% du PIB), soit +17,6% par rapport à la même période en 2022. Par administration, l'État central enregistre un déficit de 34,7 Md€ (2,4% du PIB), les régions de 1,1 Md€ (0,1% du PIB) et la sécurité sociale un surplus de de 4,3 Md€ (0,3% du PIB).

Dettes publiques : la dette des administrations publiques s'élèverait à 1 569 Md€ fin juin 2023 (111,2% du PIB), soit une hausse de +6,3 % en glissement annuel.

Impôt temporaire sur les grandes fortunes : le ministère des Comptes publics estime que le recouvrement de cet impôt extraordinaire a été 0,623 Md€ en 2023 et précise que 12 010 contribuables ont été imposés avec un paiement en moyenne de 52 000€. L'essentiel des contribuables étaient situés à la région de Madrid (10 302 contribuables, recouvrement de 0,555 Md€).

Pour rappel, cet impôt avait été créé fin 2022 dans le cadre des mesures pour répondre à l'impact économique de la guerre en Ukraine et de la hausse des prix, en parallèle aux impôts extraordinaires sur les entreprises des secteurs de l'énergie et de la banque. Il concerne les patrimoines nets supérieurs à 3 M€ pour les années 2023 et 2024. Pour éviter la double imposition, l'impôt sur le patrimoine qui est géré par les régions est déductible du nouvel impôt.

Emploi

Enquête de population active : selon l'INE, le taux de chômage diminue de 1,7 pp et s'élève à 11,6% au T2 2023 (contre 13,3 % au T1 2023). Le nombre de personnes en recherche d'emploi passerait à près de 2,7 M de personnes (-365 300 personnes par rapport au trimestre précédent). Cette baisse du taux de chômage s'explique principalement par une hausse des personnes occupées de près de 604 000 personnes, pour s'établir à près de 21 M de personnes.

Au niveau mensuel, le nombre de personnes inscrites au chômage augmente de 24 826 par rapport à juillet. Toutefois, cette première hausse depuis 5 mois s'explique par le caractère cyclique du modèle de production de l'économie espagnole. Ainsi, en données corrigées des variations saisonnières, le nombre d'inscrits au chômage diminue de 23 373 personnes.

Marché du travail : selon un rapport de Randstad et de l'organisation patronale CEOE, 72% des entreprises perçoivent l'existence de

problèmes de pénurie de talents, tant sur le marché en général qu'au sein de leur propre entreprise.

Entreprises

Chiffre d'affaires : selon l'INE, l'indice de chiffre d'affaires des entreprises ([ICNE](#)) est à la hausse en juillet 2023 à +1,1 % cvs en variation mensuelle (-1,2 % cvs en juin). Le commerce (+1,1 %), les Industries extractive et manufacturière (+0,8 %) et les services non financiers de marché (+0,8 %) sont à la hausse, alors que l'approvisionnement d'énergie électrique, eau, assainissement et gestion de déchets n'affiche pas de variations.

Chiffre d'affaires industrie et services : selon l'INE, le chiffre d'affaires du secteur industriel ([ICN](#)) enregistre une hausse à +0,8 % cvs en variation mensuelle en juillet 2023. Les sous-secteurs enregistrant les hausses les plus importantes sont l'énergie (+9,8 %) et les biens d'équipement (+2,9 %). Le chiffre d'affaires du secteur services ([IASS](#)) est également à la hausse à +0,8 % cvs en variation mensuelle en juillet 2023. Le secteur hôtelier (-1,1 %) et le transport et logistique (-0,7 %) sont à la baisse, alors que le secteur des TIC (+3,1 %) enregistre la hausse la plus prononcée.

Industrie : l'indice (PMI) du secteur industriel reste en dessous de 50 pts (contraction) pour le 4ème mois consécutif, à 47,8 pts en juillet (variation de -0,2 pts par rapport à juin). Selon S&P Global Market Intelligence, la contraction du secteur s'expliquerait par détérioration de la demande (particulièrement extérieure), malgré une baisse des prix des intrants.

Création d'entreprises : selon l'INE, 8 292 sociétés ont été créées en juillet 2023, soit une hausse de 15,4 % par rapport au même mois en 2022. Le capital déposé cumulé pour leur création a été de plus de 352 M€ (+10,7 % par rapport à juillet 2022), avec une moyenne de 42 521€ (-4,1 %). Pendant ce mois, l'institution enregistre la dissolution de 1 546 sociétés (-4,8 %).

Commerce de détail : l'indice de commerce de détail ([ICM](#)) reste stable en variation mensuelle à 0,2 % cvs en juillet 2023. Par type de distribution, les entreprises ayant un seul établissement ont diminué leurs ventes de -0,5%, alors que les petites chaînes (+2,1 %), les grandes chaînes (+0,6 %) et les grandes surfaces commerciales (+0,1 %) ont enregistré des résultats positifs.

Secteur bancaire et financier

Hausse des taux d'intérêts : Les renégociations des conditions de remboursement des prêts immobiliers atteignent un volume de 2,2 Md€ au S1 2023, un chiffre trois fois supérieur aux chiffres de l'année dernière à la même période. Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis le S1 2016, semestre au cours duquel la BCE a entamé sa politique de taux nuls. Les ménages essaient ainsi d'amortir ou de rallonger la période de remboursement, de renégocier leur taux d'intérêt ou d'obtenir le passage d'un taux fixe à un taux variable ou inversement.

Rémunération des dépôts : les banques espagnoles augmentent la rémunération de l'épargne mais restent en bas de classement au sein des pays de la zone euro. La rentabilité proposée pour les dépôts à

terme d'une durée inférieure ou égale à un an est passée de 0,46 % en janvier 2023 à 2,34 % en août, selon les dernières données disponibles de la Banque centrale européenne. Malgré cela, elle reste derrière la rémunération moyenne de la zone euro (3,04%) et loin derrière la France (3,57%).

Par ailleurs, la vice-présidente et ministre de l'Economie espagnole Nadia Calviño a lancé un appel au secteur afin de mieux rémunérer les dépôts.

Financement de l'économie : les conditions d'accès au crédit continuent de s'endurcir au T2 tandis que la demande de prêts diminue à un rythme plus modéré. Conformément à ces évolutions contractionnistes du côté de l'offre, le pourcentage de demandes de crédit rejetées aurait légèrement augmenté pour tous les types de crédit.

Marché de l'immobilier

Contraction des prêts immobiliers : selon les derniers chiffres disponibles de l'INE, l'octroi de nouveaux prêts immobiliers a diminué pour le cinquième mois consécutif en juin.

Hausse des prix à l'achat : selon les derniers chiffres disponibles de l'INE, la variation annuelle de l'indice des prix du logement au T2 2023 augmente par rapport au trimestre précédent (+0,1 pp) et atteint 3,6 %. Cette hausse est tirée par les logements neufs dont le taux annuel s'établit à 7,7 % contre 2,9% pour l'ancien.

Selon l'indice général statistique de la société d'évaluation immobilière Tinsa, le prix des logements à l'achat ont augmenté de 5,3% en août par rapport au même mois de l'année dernière néanmoins les prix sont relativement stables par rapport au mois dernier.

Marché locatif : en moyenne les loyers ont augmenté de 0,5% en août par rapport au mois précédent. La hausse la plus prononcée a été enregistrée à Alicante, où les loyers ont augmenté de 3,5%, suivie par Santa Cruz de Tenerife (3,1%), Segovia (3%), San Sebastian (3%), Lugo (2,6%) et Barcelone (2,5%). Barcelone reste la capitale de province où les loyers sont les plus chers avec un prix de 19,4 euros/m², suivie de Madrid (17,4 euros/m²) et de Saint-Sébastien (17 euros/m²). Barcelone, Madrid, Saint-Sébastien, Palma, Malaga et Valence atteignent leurs prix les plus élevés depuis que le portail immobilier Idealista (leader du marché) les enregistre. Par ailleurs, il est estimé que partager un logement en location coûte en moyenne 73% plus cher qu'en 2015 (vs. +60% pour un loyer en moyenne sur la même période).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Madrid
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ES>

Rédaction : Carranza Alvaro, Marañón Alexander, Meinzel Thomas, Nkoa-Zoa Mélodie

Abonnez-vous : espagne@dgtresor.gouv.fr